

## COMPOSITION D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

### ÉPREUVE COMMUNE : ÉCRIT

**Arnaud Baubérot, Bernard Bruneteau, Patrick Cabanel, Hélène Harter,  
Pierre Karila-Cohen, Perrine Simon-Nahum, Isabelle Surun, Yvon Tranvouez**

**Coefficient : 3 ; Durée : 6 heures**

**Sujet** : Le facteur religieux dans l'évolution du monde contemporain  
(Une chronologie était jointe au sujet)

Le sujet proposé cette année a peut-être surpris les candidats, dont les copies semblent avoir été moins longues que lors de précédents concours, notamment en 2005 et 2006. L'importance relative des copies blanches ou réduites à une page va dans le même sens. Il semble qu'un sujet en apparence moins classique a rendu la partie un peu plus difficile aux candidats les moins bien préparés, sans empêcher les plus sérieux de tirer leur épingle du jeu (les statistiques commentées au terme de ce rapport le confirment). Sans doute faut-il s'attendre à ce que les jurys des prochaines années, confrontés désormais à des questions changeantes et d'ampleur nécessairement plus réduite que l'ancien programme « universel », recourent à des sujets plus incisifs dans leur questionnement ou du moins leur libellé.

La « religion » avait été déjà été au programme du concours : en 2001 avec un sujet sur les catholiques en France aux 19e et 20e siècles, ou encore au début des années 1980 avec un sujet sur l'islam dans le monde. Le sujet de cette année était en vérité d'un grand classicisme, tel qu'on aurait pu le trouver formulé naguère dans l'école française d'histoire des relations internationales. Encore fallait-il, comme toujours, méditer attentivement le libellé et chacun de ses termes. Il ne s'agissait pas du *fait* religieux, comme certains ont cru lire à tort, mais bien du *facteur religieux dans l'évolution* du monde. Par là, on entendait le religieux comme une réalité objective, mesurable, dynamique, structurant les États, les sociétés, les relations intra et internationales, les représentations, les idées, les flux... On aurait pu aussi bien

décliner ce type de sujet à l'aide d'autres « facteurs », démographique, économique, écologique... En d'autres termes, et pour le dire très simplement, ce n'était pas une dissertation d'histoire religieuse que les candidats étaient invités à traiter, mais plus banalement une dissertation d'histoire contemporaine portant sur les interactions entre religion(s) et sociétés.

Dès lors, il était bien inutile de se lancer, en introduction, dans une définition toujours un peu périlleuse de ce que sont un « fait » religieux ou une religion, étymologies comprises... Dès lors, il était évident que le jury n'attendait nullement – il n'en aurait du reste pas eu le droit – que les copies mettent en jeu des sommes théologiques ou ecclésiologiques : là n'était pas le sujet. Où le trouvait-on ? Pour prendre un seul exemple, dans le surcroît de stabilité et de légitimité apporté à certains régimes par les accords ou concordats de 1929 (Latran), 1933 (Allemagne) ou 1953 (Espagne franquiste) ; ou, un peu à l'inverse, dans le réservoir de dissidence ou de résistance civile, « spirituelle » en un mot, que pouvaient représenter dans l'Allemagne nazie, la France de Vichy ou l'Europe de l'Est communiste, Pologne des années 1980 comprise, des Églises ou des mouvements issus de leurs rangs. Du reste, ces éléments ont été plutôt correctement assimilés et traités. De manière globale, le jury a noté l'assez bonne tenue des copies sur tout ce qui touchait à l'histoire du catholicisme et de ses relations avec les États et les régimes, ainsi qu'à la laïcité française (peut-être un effet du souffle commémoratif de 2005 sur les khâgnes...). Attention toutefois à certains contresens, spécialement à propos du « France, prends garde de perdre ton âme », à plusieurs reprises considéré comme un slogan pétainiste..., ou de l'encyclique *Humanae Vitae* interprétée comme une recommandation du recours à la contraception dans un monde menacé de surpopulation...

De l'islam est surtout connu, en revanche, ... l'islamisme contemporain ; mais beaucoup moins bien des racines déjà anciennes de cet islamisme, en Inde ou en Égypte, et surtout tout ce qui ne serait pas instrumentalisation idéologique de l'islam contemporain. Des pans entiers de la géographie et de l'histoire du monde ont ainsi été ignorés, ou traités à l'aide de quelques phrases paresseuses ou prudemment creuses. Et pourtant, pour ne citer que quelques thèmes, les attitudes des grandes puissances coloniales à l'égard des populations et clergés musulmans, la place (ou l'absence) de la revendication ou de l'argument religieux dans les mouvements de décolonisation et les jeunes nationalismes arabes ou asiatiques, les laïcisations autoritaires menées par plusieurs régimes modernisateurs (de la Turquie de Kemal à la Tunisie de Bourguiba et aux partis Baas), la distinction entre sunnisme et chiisme, les réalités d'un islam asiatique... avaient toute leur place dans un tel sujet. Les copies – il y en a

eu – qui ont traité tout ou partie de ces thèmes, ou au moins montré leur intérêt pour eux, ne pouvaient que trancher de manière très favorable pour leurs auteurs.

Victime d'une ignorance à peu près universelle, sauf à le réduire, là encore, à sa face la plus contemporaine et la plus mal perçue par l'opinion publique, l'*evangelicalism* nord-américain, voici le protestantisme. Imagine-t-on de comprendre des États aussi importants que l'Allemagne ou les États-Unis sans reconnaître au luthéranisme ou au protestantisme au sens le plus large leur part vivante d'influence dans la formation d'une identité et de choix collectifs ? Bien sûr, lorsque plusieurs copies, emportées par une fougue anticléricale mal éclairée, imagine-t-on, imputent le « procès du singe » à un refus de la modernité typique de... la civilisation catholique des États-Unis, le lecteur n'ose pas insister.

Dernière remarque – et l'on voudra bien pardonner aux membres du jury de transformer ce rapport en catalogue de lacunes, alors même que la bonne copie ne saurait être un catalogue de connaissances... –, les candidats ne se sont guère montrés à l'aise au moment de parler des juifs, du sionisme, de l'État d'Israël. La chronologie, et ce n'est pas un hasard, ne comportait aucune date sur ce point, afin de ne piéger aucun candidat en le mettant sur la voie de longs exposés sur la Shoah (qui n'appartient nullement à l'histoire religieuse, fût-ce celle du judaïsme) ou sur les rapports israélo-arabes ou israélo-palestiniens. Ces rapports ne sauraient être réduits à la seule dimension d'un conflit religieux, ce qui conduirait à ne rien saisir de leur complexité aussi bien diachronique que synchronique : le sionisme, condamné par certains rabbins à l'origine, n'est nullement un mouvement religieux, et l'OLP de Yasser Arafat, avec son idéologie nationaliste et marxiste et la présence de dirigeants d'origine chrétienne, a peu de choses en commun avec le Hamas. Les copies qui ont bâti leur troisième partie sur l'après 1948 au Proche Orient (ici encore, l'actualité commémorative semble influencer sur des préparations, alors que le jury s'installe dans un tout autre rapport au temps historique !) ont rarement pu éviter le fatal reproche de « remplissage » hors sujet. En revanche, le candidat qui a eu le soin de faire part de son hésitation et de sa réflexion, de sa volonté de prendre en compte la dimension ou l'évolution religieuse d'un conflit ou d'un événement, mais sans prétendre tout lui soumettre, celui-là a rencontré l'assentiment du jury.

Nous pouvons reprendre ici, sans y changer une virgule, ce que contenait le rapport de l'année dernière : envisagé sur un temps long, le sujet appelait assez naturellement un plan chronologique – mieux, comme toujours, un plan chrono-thématique, faisant baigner chaque période dans une même couleur qui lui donne son unité. Sans exclure *a priori* le plan proprement thématique, le jury persiste à le déconseiller aux candidats les moins assurés de leur talent, d'autant qu'un tel plan abrite souvent des propos démesurément généraux et des

« modélisations » oiseuses, dépourvus de toute contextualisation : or l'histoire est bien science de la mise en contexte et analyse des spécificités dans le temps et/ou l'espace. Le jury recommande donc le plan chronologique, pour lequel du reste chacun peut retrouver sa liberté d'analyse et de choix (1929, 1945 ou 1968 ne sont pas nécessairement de grandes dates dans l'histoire religieuse...). Une autre solution, dans le cas précis qui nous occupe, pouvait préférer aux trois parties... canoniques, la mise en regard de deux *trends* cinquantennaires ou séculaires : le *trend* de la sécularisation et celui, à l'inverse, des « recharges » dogmatiques et spirituelles. Mais la difficulté n'en restait pas moins réelle au moment de bâtir une démonstration qui sût éviter lacunes, recoupements, répétitions, retours en arrière...

Ajoutons que de trop nombreuses copies ont multiplié les discours à vocation pseudo-anthropologique ou pseudo-philosophique sur la (les) religion(s), ce qui ne suffit pas à donner le change sur la pauvreté des connaissances et de la réflexion, quand les clichés les plus épais ne sont pas au rendez-vous. Et que dire de citations usées jusqu'à la corde, surtout lorsqu'elles sont données de manière incorrecte ou avec une erreur d'attribution ? « La religion, opium [voire LSD] du peuple » est prêté tantôt à Lénine, tantôt à Aron ; le très redouté « Le XXI<sup>e</sup> siècle sera religieux » est attribué à une dizaine d'auteurs différents, mais il s'agit parfois aussi du "XX<sup>e</sup> siècle". « Dieu, quel régiment ? », est prêté à Staline. Peut-être le plus sage est-il de renoncer à des citations qui vont par ailleurs se retrouver dans des centaines de copies et perdre donc toute saveur ... Que les candidats prêtent enfin une extrême attention à ne pas faire du sujet qui leur est proposé... le sujet de l'histoire, que certains dotent volontiers d'une conscience et d'une biographie. Il suffit de lire à froid les phrases suivantes pour en saisir le ridicule : « Face à une évolution du monde qu'il ne saisit pas, le facteur religieux est tenté de disparaître » ; ou : « Le religieux va s'efforcer de jouer un rôle de confident ».

Les remarques qui suivent ne sont nullement « le » « corrigé » : elles souhaitent simplement proposer quelques pistes de présentation et d'organisation. On pouvait, sans prétendre innover beaucoup, diviser les années 1920-1990 en trois grandes périodes placées sous les signes suivants : jusqu'au début des années 1950, religions et États règlent leurs rapports de manière souvent conflictuelle, toujours très politique, surtout à l'ère des grands régimes autoritaires ; le monde des années 1950-1970, au moins en Occident et surtout en Europe de l'Ouest (on voit se dessiner là des nuances qui pouvaient donner autant de paragraphes spécifiques, et de transitions vers la dernière partie), est celui de l'*aggiornamento* des Églises et de la sécularisation des sociétés ; alors que celui du dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle

est marqué, on le sait assez, par le « retour » des religions, la « revanche » des dieux, le « réenchantement » du monde, pour reprendre autant d'expressions qui ont fait florès.

En début de copie, il paraissait légitime de faire quelques remarques sur l'emprise des religions sur les sociétés (aux côtés d'autres institutions), sur la puissance de la pratique et du conformisme socioreligieux, sur les liens entre missions et colonisation dans de vastes régions du monde, sur les nécessaires distinctions géographiques : l'Europe de l'Ouest et les États-Unis sont deux centrales missionnaires mais seule la première a commencé à entrer dans un processus de laïcisation et/ou de sécularisation. On pouvait ensuite commenter la thématique classique des relations Église(s)/État pendant tout l'entre-deux-guerres et les années 1940, avec un prolongement évident après-guerre à l'intérieur du glacis soviétique, ce qui était l'occasion de ne pas paraître tout négliger de l'orthodoxie, purement et simplement inconnue de l'immense majorité des candidats (ceux qui ont pu citer son rôle dans le sursaut salvateur de l'URSS envahie, à l'été 1941, ont été récompensés). Des paragraphes classiques pouvaient être consacrés à l'Italie fasciste, à l'Allemagne nazie, à l'URSS, à la France de la République laïque puis d'un premier pétainisme, volontiers clérical. Une réflexion globale sur les catholicismes politiques puis sur les démocraties chrétiennes était aisée à insérer. De même pouvait-il être intéressant de rapprocher deux grandes expériences de laïcisation, République française, Turquie kémaliste (il n'était pas attendu des candidats qu'ils sussent tout de la Tchécoslovaquie de Masaryk ou du Mexique des révolutions laïques). Laïcisation « par le haut », dans le cas turc, à laquelle s'oppose d'ores et déjà ce que l'on appellera plus tard une « réislamisation par le bas » (*Jama'at al-tabligh* ou Frères musulmans).

*Aggiornamento* et sécularisation, jusqu'à la fin des années 1970, concernent essentiellement le monde européen des Trente glorieuses, avec l'érosion des pratiques et des clergés, le tremblement de terre de Vatican II, la renonciation à la posture missionnaire traditionnelle (en lien avec les décolonisations), le choix de la théologie de la Libération en Amérique du sud, les mains tendues à d'autres religions, les gestes de réparation et de repentance, etc. La sécularisation semble devenir l'expérience par excellence de l'homme moderne, tandis que montent en puissance des eschatologies et des saluts laïcisés (promesse marxiste, société de consommation, libération sexuelle des sixties, utopie soixante-huitarde...), sur fond de « fin de l'histoire » annoncée par Kojève en 1945 et Fukuyama en 1989. Ce tableau souffre une série de réserves majeures : les États-Unis n'évoluent pas de la même manière, pas plus que d'autres mondes marqués par un christianisme « jeune » ou par d'autres religions. On comprend d'autant mieux que le « retour du religieux » ait été au cœur de l'évolution du monde contemporain depuis la toute fin des années 1970. Retour dont on

peut trouver les prodromes à des dates bien plus anciennes, qu'il s'agisse de l'islam dans les années 1920 ou, à la même époque, du catholicisme de l'*Opus Dei*. Les grands événements et les figures clés sont connus : un Jean-Paul II, un Ronald Reagan, un ayatollah Khomeini, un Dalai-Lama, chacun avec ses titres, pouvaient être convoqués. Les grands thèmes suivants appelaient des réflexions : la querelle faite par les intégrismes au monde moderne, le renouveau de la violence religieuse, l'apparition d'un islam d'immigration en Europe et les questions liées à sa gestion, la prise en compte, plus ou moins fantasmagorique, de la dimension religieuse dans des conflits anciens ou nouveaux et des guerres civiles, de l'ex-URSS au Liban, du Soudan à l'Irlande, d'Israël à l'Algérie. Que le facteur religieux, dans ses moments d'affaiblissement comme dans ceux d'exaspération, soit resté tout du long un facteur structurant des sociétés contemporaines et de leur histoire était assez clair pour nourrir la dissertation et sa conclusion.

Sur 1101 candidats inscrits à l'épreuve d'histoire contemporaine, 1077 ont composé (contre 1051 et 1016 respectivement l'année précédente). La moyenne de l'épreuve (6,15) est étonnamment stable depuis deux années (6,18 en 2007, 6,21 en 2006), ce qui montre que la spécificité des sujets influe peu sur le niveau global, ou bien (les deux hypothèses ne se contredisent pas) que le jury sait adapter sa notation en fonction des degrés supposés de difficulté des sujets. Quinze candidats ont rendu une copie blanche (six en 2007, quatorze en 2006) ; près de quatre copies sur dix (une sur trois en 2007) ont obtenu une note inférieure à 5, ce qui est évidemment préoccupant ; près de huit sur dix ont obtenu une note inférieure à 10 ; à l'inverse, on fera remarquer que 22 % des copies ont obtenu au moins 10, ce qui est nettement mieux qu'en 2007 (18,5 %) et 2006 (16,7 %). Plus de mauvaises copies, et aussi plus de bonnes copies qu'en 2007 : cela laisse entendre que le sujet de cette année, comme le souhaitait le jury, a mieux rempli son office, qui est de permettre une hiérarchisation vraiment dirimante entre les candidats. Ceux qui se sont doublement préparés à l'épreuve, et sur le plan méthodologique et sur le plan du savoir historique, n'ont rien à en craindre, bien au contraire.

Évoquons à ce propos, comme chaque année (la dissertation en histoire est le plus stable des arts !) un certain nombre de règles de base. Et tout d'abord, cet appel à la préparation psychologique des candidats : l'épreuve d'histoire ne vise absolument pas des spécialistes de la matière, mais simplement des khâgneux, c'est à dire des étudiants organisés, rompus au travail et de très bonne culture générale – l'histoire fait partie intégrante de cette culture. Dès lors qu'ils savent bâtir un plan et rédiger dans une langue française correcte, ils évoluent en terrain sûr. Nous ne reprendrons pas ici les considérations parfois un peu agacées sur l'usage que certains, rhéteurs retors mais historiens un peu creux, faisaient de la chronologie jointe au

sujet : en effet, cette pratique est appelée à disparaître avec le nouveau concours mis en place, un concours à programme qui ne justifie plus la mise à disposition d'un tel élément. **L'attention des candidats et des professeurs est attirée sur le fait qu'il n'y aura plus, dès 2009, de chronologie jointe au sujet.** La remarque qui suit, devenue elle aussi quasiment rituelle, restera valable pour les années où la question s'étendra jusqu'à la période la plus récente : les correcteurs sont frappés par la médiocre connaissance que les candidats ont des années 1970 à 1990 ; ils ont tort de négliger cette période de l'histoire, peut-être plus difficile à comprendre parce que précisément trop « familière » encore.

Pour le reste, une dissertation est avant tout une problématique, les césures du plan pouvant être, le plus souvent, des « tournants » historiques, qu'il s'agisse de dates clefs ou de moments dans lesquels sont en œuvre des processus, linéaires ou cycliques. Les candidats sont libres de retenir la chronologie qui leur paraît la plus significative, dès lors qu'ils prennent soin de justifier leur choix. Est-il des sujets faciles ou difficiles, demandions-nous l'année dernière ? En vérité, il n'est que de bons, ou moins bons, candidats : et sans doute le sujet réputé plus « difficile » comblera-t-il les meilleurs, par sa résistance même. Sur le plan formel, réjouissons-nous de ce que les khâgneux sont les derniers étudiants, sans doute, à être capables de rendre des copies parfois longues sans fautes d'orthographe, ou presque. Tous ne sont pas pour autant de grands écrivains, le jury harassé ne s'en désole que trop..., mais tous doivent savoir qu'à niveau égal de connaissances et de plan, la copie fera la différence, qui déploiera un vocabulaire riche et précis, fera preuve d'élégance grammaticale (une belle écriture, aisément lisible, est également bienvenue !) et aussi de curiosité culturelle, et saura faire jaillir chez son lecteur le plaisir des mots et des idées. Un historien peut savoir écrire...